Mois de la solidarité : Le Premier ministre Abdoulaye Maïga rend hommage à un patriarche de 109 ans à Bamako

MALI 2031

L'information est l'oxygène des temps modernes LUNDI 12 OCTOBRE 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Conseil des ministres : Entre modernisation de l'État, intégration économique et offensive diplomatique



Décentralisation au Mali : 433 milliards de FCFA alloués aux collectivités territoriales en 2026



Gouvernance migratoire au Mali : WiLDAF Mali soumet cinq priorités de plaidoyer au CNT

Sommaire







UNE /

Conseil des ministres : Entre modernisation de l'État, intégration économique et offensive diplomatique — P 04

BRÈVES /

Sécheresse agricole au Mali : La FAO dote la Direction nationale de l'Agriculture d'un nouvel outil d'anticipation — P 12

Gouvernance migratoire au Mali : WiLDAF Mali soumet cinq priorités de plaidoyer au CNT — P 12

Gouvernance migratoire au Mali : ARACEM s'engage aux côtés de WiLDAF Mali pour une meilleure protection des migrants — P 13

Kati: Don de kits scolaires au profit de certaines couches vulnérables — P 14

ACTUALITÉ /

Mois de la solidarité : Le Premier ministre Abdoulaye Maïga rend hommage à un patriarche de 109 ans à Bamako — P 17

Transport aérien au Mali : ASAMSA lance MINAW SERA, un service innovant de livraison de bagages à domicile — P 19

POLITIQUE /

Décentralisation au Mali : 433 milliards de FCFA alloués aux collectivités territoriales en 2026 — P 21

Coopération Mali-FMI : Vers l'ouverture de négociations pour un nouveau programme économique et financier — P 23

CULTURE & SOCIETÉ /

Culture : Bamako accueille la première édition de GAYA, la Biennale internationale de danse du Mali — P 26

INTERNATIONAL /

Forum de Beijing : La gouvernance urbaine à l'ère du numérique en débat — P 28

Chine-Togo : Faure Gnassingbé à Beijing pour dynamiser la coopération bilatérale — P 30

SPORT /

Éliminatoires JO Los Angeles 2028 : Les Aigles Dames de retour à l'entraînement avant le match décisif contre le Bénin — P 32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Conseil des ministres : Entre modernisation de l'État, intégration économique et offensive diplomatique



Du renforcement du système statistique national à la coopération économique au sein de l'AES, en passant par la diplomatie, la justice, les technologies numériques et la santé publique, les dernières communications au Conseil des ministres traduisent la volonté des autorités de la Transition de consolider les réformes et de diversifier les partenariats stratégiques du Mali.

Le Gouvernement malien poursuit ses initiatives de modernisation de l'administration et de renforcement de la coopération régionale et internationale. Plusieurs dossiers majeurs ont été examinés lors du Conseil des ministres, mettant en évidence les priorités économiques, institutionnelles, diplomatiques et sanitaires du pays.

Sur rapport du ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, le Conseil a pris acte du quatrième Schéma directeur de la statistique et de son Plan d'actions 2026-2030.

Après les précédents schémas adoptés en 2006, 2014 et 2020, ce nouveau cadre entend corriger les insuffisances persistantes dans la coordination du système statistique national.

Articulé autour de quatre axes stratégiques, il privilégie l'amélioration de la gouvernance statistique, le renforcement des capacités, l'accroissement de la production de données fiables et la modernisation de leur diffusion.

L'enjeu est considérable : permettre aux décideurs publics de disposer d'informations pertinentes pour orienter les politiques de développement et mesurer leurs résultats.

Autre initiative significative, Bamako accueillera, du 12 au 16 octobre 2026, le « Pari Confédéral AES », porté par les sociétés nationales de loterie et de Pari Mutuel Urbain du Mali, du Burkina Faso et du Niger.



Dans cette même dynamique, les ministres chargés de l'Industrie et du Commerce de l'AES ont adopté plusieurs documents stratégiques concernant la lutte contre la fraude, la concurrence déloyale et l'amélioration du climat des affaires.

Parallèlement, le Conseil a été informé des conclusions de la troisième session ordinaire du Conseil des ministres de l'Union monétaire ouest-africaine, tenue le 2 octobre à Dakar. Les décisions concernent notamment les marchés publics, la protection sociale, la régulation financière et les comptes dormants.

Sur le plan diplomatique, la participation du Mali à la 81e Assemblée générale des Nations unies a permis de réaffirmer les orientations des autorités de la transition.

Les rencontres avec la Russie, l'Allemagne, l'Italie et plusieurs partenaires multilatéraux ont également illustré la volonté de Bamako de poursuivre la diversification de ses relations internationales.



Dans le domaine judiciaire, la participation malienne à la rentrée solennelle des cours et tribunaux du Burkina Faso a favorisé de nouveaux échanges sur la coopération juridique au sein de l'AES, notamment autour des mécanismes traditionnels de règlement des litiges.

La mission du ministre chargé de la Communication en Égypte ouvre, quant à elle, des perspectives de coopération dans les technologies spatiales, l'intelligence artificielle, la digitalisation et la modernisation administrative.

Enfin, sur le plan sanitaire, le Gouvernement a signalé une diminution des cas confirmés de dengue par rapport à la semaine précédente.

Malgré cette évolution encourageante, le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a appelé les populations à maintenir une vigilance rigoureuse et à respecter les mesures préventives.

Comment transformer ces orientations institutionnelles et ces engagements de coopération en résultats tangibles pour les citoyens ? C'est sur ce terrain, celui de l'efficacité des politiques publiques et de l'amélioration des conditions de vie, que les réformes annoncées devront faire leurs preuves.

Yacouba Ongoiba

- Ouverture Media

INSOLITE aux USÀ : cet homme âgé de 70 ans devient viral sur Internet après avoir décidé de venir en aide à une femme sans abri qui tremblait de froid à l'extérieur. D'après plusieurs sources, il a décidé de l'héberger et de faire tout ce qu'elle lui demanderait afin d'assurer son bien-être.

Qu'en pensez-vous ?



- Entrepreneuriat par excellence en Afrique

Le Milliardaire sénégalais Babacar Ngom

« Après mon bac, à 21 ans, mon père avait tout préparé pour que je poursuive mes études en France. Mais j'ai refusé. J'ai dû trouver des astuces pour convaincre mes parents de me laisser rester au Sénégal afin d'entreprendre «

Ensuite , j'ai lancé mon petit projet d'élevage de poulets, dans une simple chambre de 4 m sur 4 m. Ma toute première commande m'a coûté 60 000 FCFA pour 120 poussins. » C'est ainsi que Sedima a débuté dixit l'entrepreneur Babacar Ngom PDG du groupe.

40 ans plus tard, le groupe sedima est devenu un véritable empire agro-industriel. Plus 5000 emplois directs et indirects, un abbatoir moderne capable de traiter 6000 poulets / heure des milliards de fcfa chiffre d'affaire/ an. plusieurs usines et des fermes avicoles.

Le groupe détient près de 40% de parts de marché dans la production de poussins au Sénégal et est présent dans 12 pays d'Afrique.

Entrepreneuriat par excellence Afrique



- Contenu IA

David Beckham : Ronaldinho était l'un de ces joueurs qui pouvaient faire des choses avec un ballon que la plupart des joueurs ne pouvaient que rêver. Sa technique, sa créativité et son sourire l'ont rendu spécial. »



- Daouda Bakary Kone

Mali: en un mot, l'ORTM est placée sous l'audit du Vérificateur General. Les travaux des vérifications sont en cours. Daouda c'est « Un soupçon de gestion chaotique ». « On va suivre », selon nos sources. A très bientôt

- Bally Bagayoko

Quand le président américain Donald J. Trump insulte la France, le silence de notre président Emmanuel Macron devient une question politique !

Comme cela avait déjà été le cas à propos de Ceuta, Donald Trump s'est une nouvelle fois autorisé à porter un jugement méprisant sur la France. Dans un message publié le mardi 6 octobre sur son réseau Truth Social, le président américain affirme que les mouvements de contestation qui traversent notre pays ne seraient rien d'autre que le résultat d'une « immigration de masse hors de contrôle » et d'un islam qui chercherait à prendre le contrôle d'un pays autrefois grand. Des propos rapportés par plusieurs médias, qui réduisent une réalité française complexe à une caricature idéologique.

Ces déclarations sont inacceptables. Elles ne constituent pas une simple opinion sur la situation française : elles stigmatisent toute une religion, jettent la suspicion sur des millions de citoyens et de résidents musulmans et contribuent à dresser les Français les uns contre les autres. En assimilant les revendications de la jeunesse à une prétendue volonté de conquête religieuse, Donald Trump nie la diversité des parcours, des convictions et des aspirations qui composent notre société. Il transforme une contestation sociale et scolaire en instrument de propagande, au mépris des faits et de la dignité des personnes concernées.

La France n'a pas de leçons de liberté à recevoir d'un président étranger qui prétend expliquer notre pays en quelques phrases provocatrices. Notre histoire, notre République et notre démocratie nous appartiennent. Nos difficultés, aussi sérieuses soient-elles, doivent être débattues par les Français, à partir de notre réalité sociale, économique et politique, et non instrumentalisées depuis Washington pour servir des intérêts partisans. On peut débattre de l'immigration, de la laïcité, de l'intégration et des dérives de certains mouvements islamistes sans jamais confondre une religion avec l'extrémisme, ni une population entière avec les actes d'une minorité.

Mais au-delà du mépris affiché par Donald Trump, une autre question, tout aussi préoccupante, se pose : où est la réaction du président de la République française ?

Je ne peux imaginer que le silence d'Emmanuel Macron puisse valoir approbation de telles déclarations. Je ne veux pas croire que les considérations diplomatiques, la volonté de préserver une relation avec Washington ou le calcul politique puissent l'emporter sur l'exigence de défendre la dignité de nos concitoyens. Pourtant, lorsqu'une parole aussi grave vise une religion pratiquée par des millions de personnes en France et jette le discrédit sur notre jeunesse, l'absence de réponse publique soulève légitimement des interrogations.

Le président de la République n'est pas seulement le chef de l'État chargé de gérer les relations diplomatiques. Il est aussi le représentant de la nation tout entière. Sa fonction lui impose de défendre l'indépendance de la France, de préserver la cohésion nationale et de rappeler que nul chef d'État étranger n'a vocation à désigner, depuis l'extérieur, les citoyens qui seraient dignes d'appartenir à notre pays ou ceux qui menaceraient son identité.

Se taire face à une telle attaque, c'est prendre le risque de laisser s'installer l'idée que ces paroles seraient acceptables. Ce n'est pas affirmer que le silence vaut nécessairement consentement ; c'est rappeler qu'en politique, l'absence de réaction peut elle-même devenir un problème, particulièrement lorsqu'elle concerne la dignité de millions de personnes et l'image de la France à l'étranger.

Je suis scandalisé que la religion musulmane puisse ainsi être présentée comme une menace collective, que des Français de confession musulmane puissent se sentir implicitement désignés comme étrangers à leur propre pays, et que la jeunesse française soit réduite à une caricature destinée à alimenter les discours les plus clivants. Les musulmans de France ne sont pas des invités dont la légitimité serait soumise au jugement d'un président américain.

Ils sont, pour ceux qui ont la nationalité française, des citoyens à part entière, titulaires des mêmes droits et soumis aux mêmes devoirs que tous les autres. Quant à notre jeunesse, elle mérite d'être entendue, accompagnée et considérée, et non instrumentalisée pour alimenter une lecture identitaire de chaque crise sociale.

La République française repose sur un principe fondamental : l'égalité des citoyens, quelles que soient leurs convictions religieuses ou leurs origines. Ce principe n'interdit ni la critique des religions, ni la lutte contre le fanatisme, ni le débat sur les politiques migratoires. Il interdit en revanche que l'on transforme une appartenance religieuse en présomption de déloyauté ou que l'on fasse de millions de personnes les responsables collectifs de difficultés qui ont des causes multiples.

J'attends donc du président de la République une parole claire, digne et ferme. Non pas une escalade diplomatique, non pas une réponse dictée par l'émotion, mais un rappel sans ambiguïté des principes qui fondent notre nation : la France est souveraine, sa jeunesse n'appartient à aucun camp idéologique étranger, et aucun citoyen ne doit être stigmatisé en raison de sa religion.

La dignité de la France ne se mesure pas à sa capacité de flatter les puissants, mais à son courage de défendre ses principes, y compris lorsque cela dérange ses alliés.

Donald Trump est libre de défendre sa vision du monde. Il n'est pas libre de prétendre définir à lui seul la réalité française sans susciter de réponse. Et notre président, lui, a la responsabilité de rappeler que la France ne se laissera ni caricaturer, ni diviser, ni intimider sur ce qui constitue l'essentiel de son pacte républicain.

Car au fond, la question dépasse Donald Trump et dépasse même Emmanuel Macron : quelle République voulons-nous incarner si nous acceptons que la stigmatisation de millions de nos concitoyens puisse se dérouler sans que la voix de la nation se fasse entendre ?

C'est cette question qui mérite aujourd'hui une réponse politique, claire et courageuse.

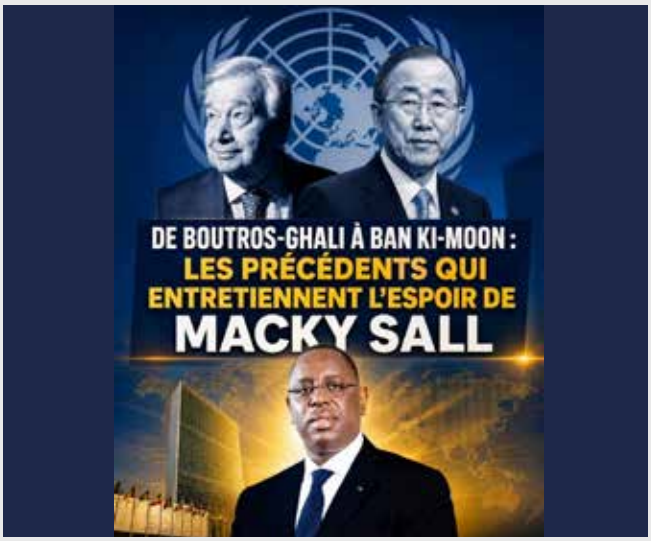
@super fans



- Awa Sylla

Petit à petit il le sera.

Nouveau SG des nations Unies.



- RENOUVEAU FM / TV

#Me_Mountaga_Tall : on n'en parle plus

Le nom de Me Mountaga Tall, jadis très présent dans le débat et sur les réseaux sociaux, semble disparaître progressivement de l'actualité. Pourtant, depuis le début du mois de mai 2026, le sort de l'avocat était entouré de mystère. Pour rappel, dans la nuit du 2 au 3 mai, Me Tall aurait été emmené de son domicile à Bamako par des hommes armés et cagoulés. Selon les informations rapportées par sa famille, aucun mandat d'arrêt n'aurait été présenté. Nul n'a, à ce jour, des informations sur l'homme. Rien que des rumeurs. L'affaire a rapidement dépassé le cadre familial. Amnesty International avait demandé aux autorités maliennes de s'impliquer afin de faire la lumière sur le sort et le lieu où se trouvait Me Tall, soulignant l'absence d'informations sur une éventuelle détention et sur d'éventuelles charges retenues contre lui. Plus récemment, le Comité des disparitions forcées des Nations unies a également demandé aux autorités maliennes de rechercher, localiser et protéger Me Mountaga Tall ainsi que son fils, Cheick Mamadou Tall. Le Comité a notamment demandé, en cas de détention, que soient communiqués leur lieu de détention, les charges retenues et les fondements juridiques de leur situation. Avocat et ancien homme politique, Me Mountaga Tall est une figure connue de la scène politique malienne depuis plusieurs décennies. Au début de l'année 2026, il s'était encore adressé à la presse à l'occasion de ses traditionnels vœux. Dans son message, il affirmait que son engagement en faveur de la démocratie, de la République et des libertés se poursuivait notamment à travers des batailles judiciaires. Cinq mois après, toujours pas de nouvelle. Me Mountaga Tall est-il tombé dans l'oubli ? La question mérite d'être posée, non seulement pour

son cas personnel, mais aussi pour tous ceux dont le sort demeure inconnu.

Drissa Togola



- Global Human rights Foundation

Prosper Sabikenge ·

AMNESTY INTERNATIONAL INVITE LE MINISTRE CONGOLAIS DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DROITS HUMAINS À SUBORDONNER LES BARREAUX CONGOLAIS À L'ARTICULATION DES AUTORITÉ DES CONCURRENCES : sur LES GARANTIES FONDEMENTALES :»Un domaine Académique et Stratégique de L'UNESCO et OIT: dont La libre Lisibilité et Employabilite' des Diplômes m, Garenties dans les convention (de Lisbonne 2001, Budapest 2009, Addis-Abeba 2007,) et notre constitution art. 45, telle a été ratifiée ce 20 mai 2026 la convention mondiale sur la reconnaissance des toutes les qualifications scientifiques congolaises et celles étrangères.

Que Lexus360 intelligence soit un accord de durabilité sur les censures et Restriction aux droits sociaux..Le cas Des Diligences Resonables, quand aux principes internes des refus des certains diplômés en droits dans les Barreaux de Kinshasa..,

L'amnistie les rappelle le code déontologique des avocats en rdc, art. 3,15,22 et 16 sur les compétences et honnêtetés...et bien plus sur l'ordonnance loi-numero 79/028-du 28 septembre 1997..

Et les principes de concurrences 4052-4051 sur des Garenties des droits fondamentaux..

1.https://www.amnesty.fr/documents/breaking-up-with-big-tech/,

2.Le ministre des Droits humains, Samuel Mbemba, plaide pour que le Barreau de Kinshasa-Gombe ouvre ses portes aux diplômés en droit issus des universités privées agréées ou reconnues en RDC. Tout en reconnaissant l'autonomie dont jouissent les barreaux dans leur fonctionnement, Samuel Mbemba estime nécessaire de trouver une solution à la situation de ces diplômés. Il s'est exprimé lors d'un échange, mercredi 7 octobre, avec les responsables de ce Barreau.



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Sécheresse agricole au Mali : La FAO dote la Direction nationale de l'Agriculture d'un nouvel outil d'anticipation



Dans un contexte marqué par les effets croissants du changement climatique sur la production agricole, le Mali franchit une nouvelle étape dans la prévention des risques liés à la sécheresse. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vient de remettre officiellement à la Direction nationale de l'Agriculture (DNA) une plateforme numérique dénommée MaliDMS, destinée à améliorer la surveillance et l'anticipation de la sécheresse agricole.

Développée en collaboration avec l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI), grâce au soutien de l'Ambassade des Pays-Bas au Mali, cette innovation technologique répond à une demande exprimée par la Direction nationale de l'Agriculture. Elle vise à renforcer les capacités nationales de collecte, d'analyse et d'exploitation des informations climatiques pour une meilleure gestion des risques agricoles.

Baptisée MaliDMS (Mali Drought Monitoring System), la plateforme s'appuie sur les données satellitaires du programme WaPOR de la FAO. Elle permettra de suivre l'évolution de la sécheresse agricole en temps quasi réel, de produire des cartes détaillées et de mettre à la disposition des décideurs des analyses susceptibles d'orienter les interventions sur le terrain.

Cette initiative constitue un instrument stratégique pour un pays dont une importante partie de la population dépend directement des activités agricoles et pastorales.

En prélude à la remise officielle, une formation pratique a été organisée au profit des équipes techniques nationales afin de faciliter la maîtrise des fonctionnalités de la plateforme.

Par ailleurs, son installation sur les serveurs de la Cellule de planification et de statistique du secteur du développement rural (CPS/SDR), avec l'implication des informaticiens maliens, devrait favoriser son appropriation et sa pérennisation.

À travers cette initiative, la FAO et ses partenaires entendent accompagner les efforts du ministère de l'Agriculture en matière de résilience climatique, de sécurité alimentaire et de modernisation des outils de gouvernance agricole.

L'enjeu reste désormais de transformer les données collectées en décisions concrètes pour mieux protéger les producteurs face aux aléas climatiques.

Fatou Sissoko

Gouvernance migratoire au Mali : WiLDAF Mali soumet cinq priorités de plaidoyer au CNT



Dans le cadre du renforcement du dialogue institutionnel sur les questions migratoires, une note de plaidoyer sur la gouvernance migratoire au Mali a été présentée, le vendredi 9 octobre 2026, au Conseil national de Transition (CNT). Cette démarche, portée par WiLDAF Mali dans le cadre du Projet OUESTAF, vise à promouvoir une meilleure prise en compte des enjeux migratoires dans les politiques publiques nationales.

La gouvernance migratoire demeure un défi majeur pour le Mali, confronté à des enjeux complexes liés aux mouvements de populations, à la protection des migrants et à la coordination des interventions institutionnelles.

C'est dans cette perspective qu'une délégation engagée dans le Projet OUESTAF a présenté au Conseil national de Transition une note de plaidoyer issue des travaux du séminaire institutionnel organisé le 10 septembre 2026.

Cette rencontre avait permis aux différents participants de mener une réflexion collective sur les principales préoccupations relatives à la gestion des migrations au Mali.

Initialement articulées autour de six demandes, les propositions ont été restructurées en cinq priorités destinées à faciliter leur examen et leur prise en compte par les institutions compétentes.

La présentation au CNT constitue ainsi une étape importante dans le processus de plaidoyer, en ouvrant un espace d'échanges sur les orientations susceptibles

d'améliorer la gouvernance migratoire nationale.

Les discussions ont notamment permis d'apporter des précisions techniques sur le contenu de la note et d'examiner les perspectives de poursuite du dialogue institutionnel.

Cette initiative met également en évidence l'importance de la concertation entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics dans l'élaboration de réponses adaptées aux défis migratoires.

Porté au niveau national par WiLDAF Mali, le Projet OUESTAF est mis en œuvre par WeWorld et WiLDAF Mali, sous contrat avec le Centre international

pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), grâce à l'appui financier de l'Union européenne.

L'enjeu consiste désormais à traduire les priorités identifiées en propositions concrètes susceptibles d'éclairer les décisions publiques et de renforcer la

protection des populations concernées par les migrations.

Fatou Sissoko

Gouvernance migratoire au Mali : ARACEM s'engage aux côtés de WiLDAF Mali pour une meilleure protection des migrants



Dans le cadre des efforts visant à renforcer la gouvernance migratoire au Mali, l'Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali (ARACEM) a pris part, le 10 septembre 2026, à Bamako, à une rencontre de concertation organisée à l'initiative de WiLDAF Mali. Cette réunion, consacrée à l'examen d'une note de plaidoyer destinée au Conseil national de Transition (CNT), a

permis d'approfondir les réflexions sur les défis migratoires et la protection des populations

vulnérables.

Organisée à l'École ISPRI, située à Sabalibougou, derrière l'Hôtel Olympe, cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des activités du Projet OUESTAF, qui accompagne les initiatives de plaidoyer en faveur d'une gouvernance migratoire plus efficace et inclusive.

Placés sous le thème « Renforcer l'effectivité de la gouvernance migratoire au Mali », les échanges ont porté sur plusieurs préoccupations majeures, notamment la prévention de la migration irrégulière, la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains.

Une attention particulière a également été accordée à la protection des femmes et des jeunes en situation de vulnérabilité, souvent exposés aux risques d'exploitation, de violence et de violations de leurs droits fondamentaux.

À travers sa participation, ARACEM a réaffirmé sa volonté de contribuer activement au dialogue entre les organisations de la société civile et les institutions

nationales.

Pour l'association, l'amélioration de la gouvernance migratoire nécessite une approche concertée, reposant sur des données fiables, une meilleure coordination des interventions et le respect des droits humains.

Cette démarche traduit également la volonté des acteurs associatifs de faire

entendre les préoccupations des migrants dans les processus de réflexion et de

décision publique.

La note de plaidoyer destinée au CNT constitue ainsi un instrument de sensibilisation et de proposition pour renforcer les mécanismes nationaux de gestion des migrations.

L'enjeu reste leur traduction en mesures concrètes, capables de garantir une meilleure protection des migrants et de promouvoir une gouvernance migratoire respectueuse de la dignité humaine.

Moussa Diarra

Kati : Don de kits scolaires au profit de certaines couches vulnérables

Dans le cadre du mois de la solidarité et de son engagement en faveur de l'éducation des enfants démunis, l'association GNOGON DÈME de kati sous la présidence de l'honorable Dala Macalou met en lumière l'importance de soutenir les élèves et d'accompagner les familles en situation de vulnérabilité à l'occasion de la rentrée scolaire.

Cette initiative vise à soulager les parents à encourager les enfants dans leur parcours scolaire et à contribuer à de meilleures conditions d'apprentissage.

La cérémonie d'ouverture a enregistré la participation de M.Ahmed Baba, conseiller technique du Directeur Général de la CANAM, représentant ce dernier, de M. Tiécoura koné chef de quartier, de M. Modibo Koné représentant du maire de kati ainsi que plusieurs autorités de kati.

Les différents intervenants ont salué les efforts des autorités et des partenaires comme la CANAM,ANPE et la FSN.

Dans son discours, l'honorable Dala MAKALOU a remercié les partenaires pour leur engagement. Elle a beaucoup insisté sur l'éducation qui est un pilier fondamental du développement, rappelant qu' accompagner les enfants c'est préparé les citoyens responsables de demain.

La cérémonie s'est achevée par la remise de kits

scolaires aux bénéficiaires ce geste symbolise le partage,l'entraide et l'engagement communautaire.

SERCOM /CANAM

La CANAM est certifiée ISO 9001:2015



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Mois de la solidarité : Le Premier ministre Abdoulaye Maïga rend hommage à un patriarche de 109 ans à Bamako



Dans le cadre de la 31e édition du Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a rendu visite, le vendredi 9 octobre 2026, à Diomakan Konaté, un patriarche âgé de 109 ans, résidant à Bakaribougou, dans le district de Bamako. Cette visite symbolique s'inscrit dans la tradition de reconnaissance et de solidarité envers les personnes âgées, véritables dépositaires de la mémoire collective et des valeurs socioculturelles maliennes.

Le Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion constitue, chaque année, une occasion privilégiée de rappeler l'importance de l'entraide, du respect des aînés et de la cohésion sociale. C'est dans cet esprit que le Chef du gouvernement s'est rendu au domicile de Diomakan Konaté, un centenaire dont la longévité témoigne de plusieurs générations de l'histoire du Mali.

Originaire de Zoua, dans le cercle de Kolondiéba, le patriarche est père de 15 enfants et grand-père d'une trentaine de petits-enfants. À 109 ans, il incarne une mémoire familiale et communautaire particulièrement précieuse dans une société où les anciens occupent traditionnellement une place centrale dans la transmission des valeurs.

Au cours de cette visite empreinte de convivialité et de respect, le Premier ministre a remis au doyen plusieurs présents symboliques, notamment des noix de cola, une couverture, un tapis de prière et un chapelet.

Ces cadeaux traduisent l'attachement aux traditions maliennes, dans lesquelles la visite aux aînés et les gestes de considération constituent des marques profondes de reconnaissance.

Visiblement honoré par cette attention, Diomakan Konaté a formulé des bénédictions pour le Mali, les Forces de défense et de sécurité ainsi que pour les autorités nationales.

Des prières qui prennent une résonance particulière dans un contexte où le pays demeure confronté à d'importants défis sécuritaires, économiques et sociaux.

Placée sous le thème « La solidarité, levier de promotion de la culture et de l'éducation citoyenne », cette 31e édition entend mettre en évidence les liens étroits entre les valeurs traditionnelles de solidarité, la préservation du patrimoine culturel et la construction d'une citoyenneté responsable.

La visite du Premier ministre à ce patriarche s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle rappelle que la solidarité ne saurait se limiter aux seules distributions de dons ou aux actions ponctuelles d'assistance. Elle implique également la reconnaissance de la dignité humaine, l'attention portée aux personnes vulnérables et la valorisation des générations qui ont contribué à bâtir la nation.

Dans une société malienne profondément attachée au respect des anciens, ces gestes revêtent une dimension éducative. Ils constituent un message adressé aux jeunes générations sur l'importance de préserver les liens intergénérationnels et de cultiver l'esprit de fraternité.

Le véritable défi demeure toutefois la traduction de ces valeurs en politiques durables d'accompagnement des personnes âgées, notamment en matière de santé, de protection sociale et de conditions de vie.

En honorant Diomakan Konaté, le Chef du gouvernement rappelle ainsi une valeur fondamentale de la société malienne : une nation se construit aussi par l'attention qu'elle accorde à ses aînés et aux plus fragiles de ses citoyens.

Yacouba Ongoiba



Transport aérien au Mali : ASAMSA lance MINAW SERA, un service innovant de livraison de bagages à domicile



L'Aéroport international Président Modibo Keïta-Sénou franchit une nouvelle étape dans la modernisation de ses services aux voyageurs. La société ASAM-SA, en collaboration avec les Aéroports du Mali et GKS Logistic, a procédé, le vendredi 9 octobre 2026 à Bamako, au lancement officiel de MINAW SERA, une solution innovante de prise en charge et de livraison des bagages. Cette initiative ambitionne de faciliter les déplacements des passagers tout en améliorant la qualité des prestations aéroportuaires au Mali.

La cérémonie officielle de lancement s'est déroulée sous la présidence du Secrétaire général par intérim du ministère des Transports et des Infrastructures, représentant la ministre Dembélé Madina Sissoko. Elle a été marquée par l'intervention du Directeur général d'ASAM-SA, Boubacar Coulibaly, suivie d'une projection vidéo et d'une présentation des différentes fonctionnalités de l'application MINAW SERA.

Conçu pour répondre aux préoccupations quotidiennes des voyageurs, ce nouveau dispositif permet désormais aux passagers de faire acheminer leurs bagages directement depuis l'aéroport vers une destination de leur choix. Qu'il s'agisse du domicile, d'un hôtel, d'un bureau ou de tout autre lieu convenu, le service entend offrir davantage de confort et de flexibilité.

L'une des particularités de MINAW SERA réside dans la gestion des bagages retardés, communément appelés « RUSH » dans le jargon aéroportuaire. Grâce à cette solution, les voyageurs concernés pourront effectuer une déclaration, recevoir une notification par SMS dès l'arrivée de leurs bagages et solliciter leur livraison à l'adresse indiquée.

Cette fonctionnalité devrait contribuer à réduire les déplacements supplémentaires vers l'aéroport, souvent contraignants pour les passagers confrontés à des retards de livraison.



Dans son intervention, le Directeur général d'ASAM SA, Boubacar Coulibaly, a particulièrement insisté sur les avantages pratiques de cette nouvelle prestation.

Selon lui, MINAW SERA représente un gain de temps appréciable pour les familles et les professionnels. Ces derniers pourront notamment poursuivre leurs activités sans devoir interrompre leur programme pour récupérer leurs bagages à l'aéroport.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de modernisation progressive des services aéroportuaires maliens.

Développé en partenariat avec les Aéroports du Mali et GKS Logistic, le dispositif repose sur une coordination avec les compagnies aériennes et les services compétents de l'aéroport, dans le respect des procédures de contrôle et de sécurité applicables.

Cette collaboration entre les différents acteurs de la chaîne aéroportuaire constitue un élément essentiel pour assurer la fiabilité du service et renforcer la confiance des usagers.

MINAW SERA ouvre également de nouvelles perspectives de coopération avec les compagnies aériennes, notamment dans l'amélioration du suivi des bagages et de la relation avec leurs clients.

Dans un environnement où la qualité de l'accueil et des prestations constitue un facteur important de compétitivité, cette innovation pourrait contribuer à renforcer l'attractivité de l'Aéroport international Président Modibo Keïta-Sénou.

Avec MINAW SERA, ASAM-SA entend ainsi placer le confort, la simplicité et le gain de temps au cœur de l'expérience des voyageurs, tout en participant à la modernisation du transport aérien au Mali.

Karamoko B Keita

Décentralisation au Mali : 433 milliards de FCFA alloués aux collectivités territoriales en 2026



Le gouvernement malien réaffirme sa volonté de faire de la décentralisation un véritable instrument de développement local. En 2026, environ 433 milliards de FCFA, soit 15,84 % des ressources budgétaires de l'État, sont alloués aux collectivités territoriales. Cette annonce a été faite le jeudi 8 octobre 2026 à Bamako par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le Général de brigade Issa Ousmane Coulibaly, lors de l'ouverture de l'atelier national consacré à l'appropriation des décrets de transfert de compétences et à la Gestion axée sur les résultats (GARE).

Organisé du 7 au 9 octobre 2026, cet atelier national constitue une étape importante dans le processus de renforcement de la gouvernance territoriale au Mali. Il vise à permettre aux responsables des collectivités territoriales et aux différents acteurs institutionnels de mieux maîtriser les textes réglementaires encadrant les compétences transférées par l'État.

Dans son intervention, le ministre Issa Ousmane Coulibaly a rappelé que la décentralisation demeure un choix politique majeur des autorités de la Transition, sous le leadership du Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta.

L'allocation de 433 milliards de FCFA aux collectivités territoriales en 2026 traduit, selon les autorités, la volonté de renforcer les moyens d'action des administrations locales et régionales afin de répondre davantage aux besoins des populations.

Le ministre a particulièrement insisté sur les exigences de transparence, de responsabilité et de bonne gouvernance dans leur utilisation.

Pour le chef du département de l'Administration territoriale, le transfert des compétences doit nécessairement s'accompagner d'une amélioration tangible de la qualité des services publics locaux.

Il a ainsi invité les responsables territoriaux à privilégier une gestion rigoureuse des ressources, fondée sur les résultats et la redevabilité.

Le ministre a également plaidé pour une participation accrue des femmes, des jeunes et des populations aux processus de décision concernant le développement de leurs collectivités.

Autre priorité évoquée : l'accélération de la digitalisation des services administratifs, considérée comme un moyen de moderniser la gestion publique, de

faciliter les démarches des citoyens et de renforcer la transparence.

La rencontre a également été marquée par l'intervention du président de l'Association des Régions du Mali, qui s'est réjoui de la présence du ministre. Il a notamment souligné que son association n'avait pas reçu de visite ministérielle depuis 2013, conférant ainsi une dimension particulière à cette rencontre institutionnelle.

Dans la perspective de la vision nationale « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 », les participants ont été invités à formuler des propositions concrètes pour rendre les transferts de compétences plus efficaces.

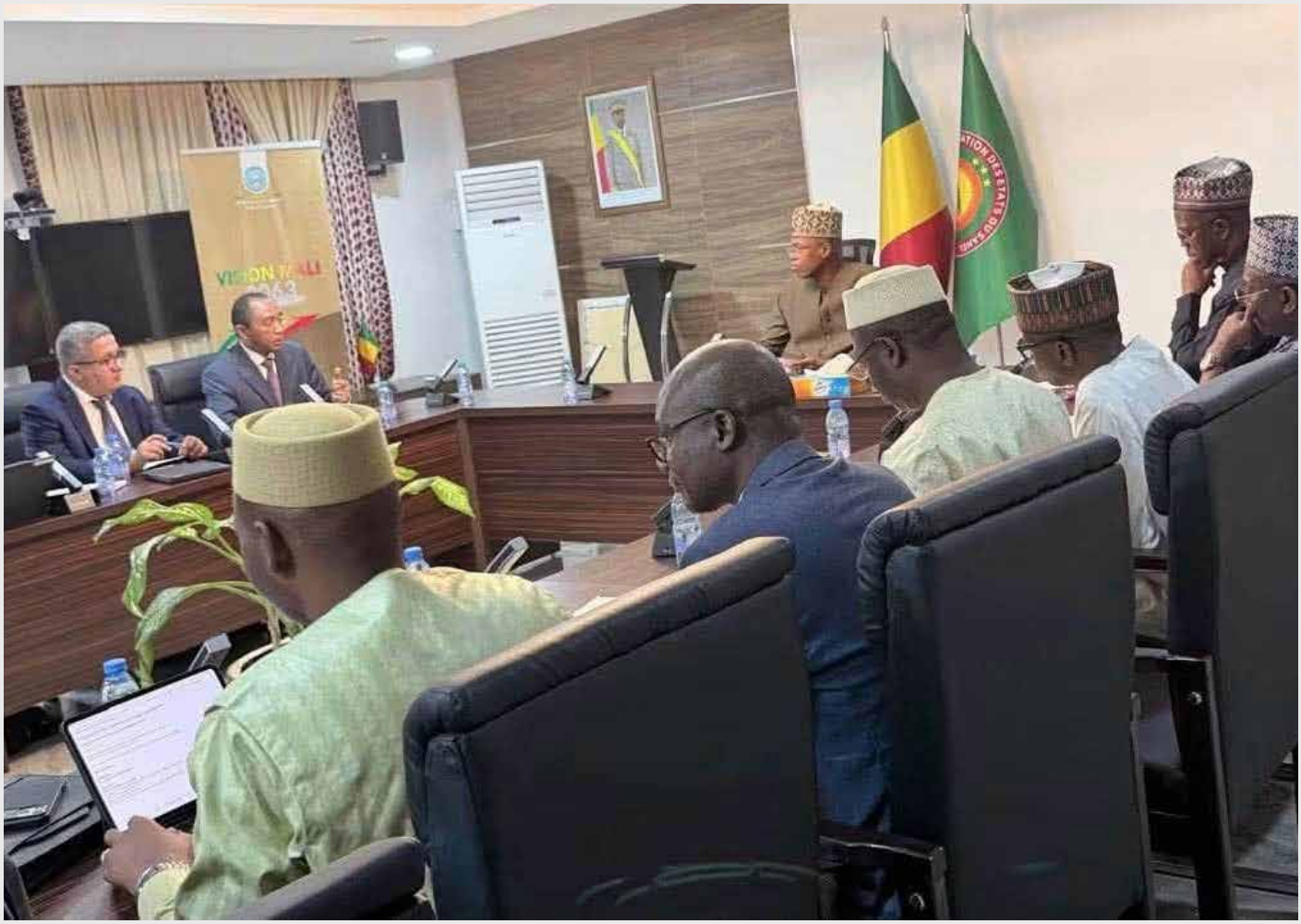
Le véritable défi reste désormais de garantir que les ressources allouées se traduisent effectivement par des améliorations dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau et des infrastructures de proximité.

Car la réussite de la décentralisation ne se mesurera pas uniquement aux milliards transférés, mais surtout à leur impact réel sur les conditions de vie des populations et sur la réduction des disparités territoriales.

Fatou Sissoko



Coopération Mali-FMI : Vers l'ouverture de négociations pour un nouveau programme économique et financier



Le Mali et le Fonds monétaire international (FMI) poursuivent leurs discussions en vue d'un éventuel programme économique et financier soutenu par une Facilité élargie de crédit (FEC). Une mission de l'institution financière internationale, effectuée à Bamako du 5 au 9 octobre 2026, s'est achevée par une réunion présidée par le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou. Au cœur des échanges : la situation macroéconomique du pays, les défis budgétaires et les perspectives de renforcement de la coopération financière.

La coopération entre le Mali et le Fonds monétaire international pourrait connaître une nouvelle évolution. Le vendredi 9 octobre 2026, le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, a présidé la réunion de clôture d'une mission du FMI consacrée à l'examen de la situation économique nationale et aux perspectives d'un futur programme financier.

Cette mission poursuivait quatre objectifs principaux : présenter aux autorités maliennes le nouveau chef de mission du FMI, évaluer les évolutions macroéconomiques récentes, examiner les possibilités d'un programme soutenu par la Facilité élargie de crédit et poursuivre le dialogue avec les partenaires techniques et financiers.



Durant son séjour, la délégation du FMI a rencontré plusieurs membres du gouvernement, notamment les ministres chargés de l'Économie et des Finances, des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, ainsi que de l'Industrie et du Commerce.

Ces consultations ont permis d'aborder les principaux paramètres de l'économie malienne, particulièrement la croissance, l'inflation, la gestion des finances publiques, la situation monétaire, la solidité du secteur bancaire et l'évolution des comptes extérieurs.

L'un des principaux enjeux de cette mission concerne l'éventuelle ouverture de négociations pour un programme économique et financier appuyé par la Facilité élargie de crédit.

Cet instrument du FMI est destiné aux pays à faible revenu confrontés à des difficultés prolongées de balance des paiements. Il vise à soutenir leurs efforts de stabilisation macroéconomique et de mise en œuvre de réformes économiques.

Pour le Mali, un éventuel accord pourrait ouvrir des perspectives de financement concessionnel et d'accompagnement des politiques économiques. Toutefois, la conclusion d'un programme dépendra des négociations à venir, notamment sur les objectifs économiques, les engagements de politique publique et les modalités de financement.

Les prochaines étapes porteront sur la transmission d'informations complémentaires aux équipes du FMI et l'organisation de visioconférences techniques destinées à préparer l'ouverture des négociations.

Cette démarche intervient dans un contexte où le Mali doit concilier plusieurs impératifs : préserver les équilibres macroéconomiques, mobiliser davantage de ressources intérieures, soutenir les investissements productifs et répondre aux besoins sociaux des populations.

L'enjeu sera également de veiller à ce que les éventuelles réformes économiques tiennent compte des réalités nationales et des priorités de développement.

La mission du FMI s'achève donc sur une perspective de dialogue renforcé, sans préjuger de l'issue des négociations. Pour les autorités maliennes, le défi consistera à rechercher des appuis financiers compatibles avec les objectifs de souveraineté économique, de stabilité budgétaire et d'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Culture : Bamako accueille la première édition de GAYA, la Biennale internationale de danse du Mali



La capitale malienne vibre désormais au rythme de la danse avec le lancement officiel de la première édition de GAYA, la Biennale internationale de danse du Mali. Ouvert ce samedi 10 octobre 2026, cet événement culturel d'envergure internationale se poursuivra jusqu'au 12 novembre prochain, avec une programmation articulée autour de trois axes majeurs : la transmission, la création et la diffusion.

La cérémonie officielle d'ouverture s'est déroulée au siège de l'association I Danse'O, à Sabalibougou Courani, sous la présidence du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, représenté par son chargé de mission, Attaher Maïga.

L'événement a également enregistré la présence de son initiatrice, Mme Bibata Ibrahim Maïga, ainsi que de plusieurs acteurs du monde culturel.

Cette édition inaugurale bénéficie du coparrainage de la ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Mme Oumou Sall Seck, témoignant de l'importance accordée aux liens entre culture, formation et opportunités professionnelles.

À travers GAYA, les organisateurs ambitionnent de faire de Bamako un espace de rencontres, d'échanges et de valorisation des expressions chorégraphiques.

La programmation repose sur trois piliers complémentaires. La transmission vise à favoriser le partage des savoir-faire et des expériences entre générations d'artistes. La création entend encourager l'émergence de nouvelles œuvres chorégraphiques, tandis que la diffusion permettra de donner davantage de visibilité aux productions artistiques.

Cette biennale représente une opportunité pour promouvoir les talents maliens, stimuler les échanges artistiques internationaux et renforcer la place de la danse dans les industries culturelles et créatives.

Avec cette première édition, GAYA entend ainsi contribuer au rayonnement culturel du Mali.

Jusqu'au 12 novembre, Bamako sera donc appelée à célébrer la danse comme un langage universel de créativité, de dialogue et de rapprochement entre les peuples.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Forum de Beijing : La gouvernance urbaine à l'ère du numérique en débat



Les technologies façonnent à un rythme accéléré le fonctionnement des sociétés. Chaque jour, elles conquièrent petit à petit tous les compartiments de la vie sociale. Autant elles apportent des facilités extraordinaires dans le quotidien des populations, autant elles suscitent des inquiétudes quant à leur omniprésence dans toutes les sphères sociales. Leur appropriation conséquente et leur régulation sont au cœur des préoccupations tant au niveau étatique qu'à l'échelle de la gouvernance locale. Le numérique est devenu une partie intégrante dans le processus de modernisation des villes partout dans le monde. Il est inconcevable d'implémenter de nos jours une gouvernance urbaine sans une prise en compte des technologies. Les villes, centres névralgiques de toutes les révolutions et évolutions sociales, sont les baromètres à travers lesquels l'on perçoit véritablement l'influence du numérique sur le quotidien des populations.

Dans la dynamique de promouvoir une réflexion féconde sur la gouvernance urbaine, la quatrième édition du Forum de Beijing sur la réponse rapide aux plaintes du public se tiendra les 12 et 13 octobre 2026 sur le thème « L'ère du numérique et de l'intelligence artificielle et la ville au service des citoyens ». L'urbanisation est au cœur du développement de la modernisation et les enjeux futurs de la planète s'observent à partir des villes. Des données officielles stipulent que d'ici à 2050, 70% de la population mondiale sera urbaine. C'est dire combien les villes concentrent à elles seules les questions inhérentes à la démographie, à la mobilité, à la sécurité, à la gestion des ressources, bref à la gouvernance. Anticiper les réponses sur ces enjeux est l'un des objectifs visés par le Forum de Beijing.

De ce fait, la place du numérique dans la gouvernance urbaine est primordiale. Depuis quelques années, la gestion de grandes villes, à travers le monde, a connu une nette amélioration grâce à l'intervention des technologies. Une ville comme Beijing a mis en place un système de gestion des plaintes des citoyens et des entreprises à travers la ligne d'assistance téléphonique 12345. Grâce à ce dispositif, les services habilités à apporter des réponses aux requêtes des citoyens arrivent à remplir leurs missions avec plus d'efficacité. Grâce à l'appui du numérique, Beijing, ville aux 21 millions d'habitants, parvient à optimiser son travail en exploitant et en analysant efficacement les données qui se rapportent aux conditions de vie de la population.

Ainsi, des solutions appropriées sont apportées aux difficultés des citadins.

L'outil numérique, conjugué à une qualité de la gouvernance, ouvre des perspectives intéressantes pour des villes futures en phase avec les besoins des habitants. Par exemple, la Zone de développement économique et technologique de Beijing, connue sous le nom de « Beijing E-Town », est devenue un pôle d'intelligence numérique où informatique en nuage, mégadonnées et intelligence artificielle sont mises à contribution pour offrir toute une gamme variée de services aux citoyens. À ce titre, il importe d'encourager les regards croisés autour de cette technologie incontournable.

La sécurité est également une dimension essentielle qui indique qu'une ville rassure et donne envie d'y résider ou de la visiter. En plus d'aider à résoudre les difficultés des citadins, les technologies participent à une meilleure sécurisation des villes. La gouvernance sécuritaire des villes s'est significativement améliorée en Chine grâce au numérique faisant du pays l'une des destinations les plus sûres au monde. Le Rapport sur l'indice de sécurité publique mondiale (2025-2026) a indiqué que la Chine occupe la première place du classement avec 84,62 points. À cela, il faut ajouter le sentiment de sécurité perçu à l'unanimité par ceux qui visitent la Chine. Des témoignages recueillis auprès de voyageurs étrangers, il ressort que la sécurité est perceptible partout dans les villes chinoises.

La gouvernance urbaine doit être comprise comme un processus national qui s'inscrit en droite ligne des objectifs de l'initiative Chine pacifique. Pour les autorités chinoises, il s'agit de travailler ardemment « pour rendre le pays plus sûr, la société plus ordonnée, la gouvernance plus efficace et la population plus satisfaite, que la modernisation à la chinoise avance de manière stable et durable.»

C'est pourquoi le Forum de Beijing se veut un cadre de rencontre et partage des meilleures pratiques en matière de gouvernance urbaine à l'aune du numérique et de l'intelligence artificielle. À ce rendez-vous où sont attendus plus de 3 200 invités dont plus de 240 participants internationaux venus de plus de 70 pays, il s'agira de nourrir la réflexion autour de thématiques comme « Raffinement et excellence : modèles de gouvernance de précision et durabilité urbaine », « Aspirations et bien commun : évolution de la bonne gouvernance et élévation de la civilisation urbaine », « Sagesse et partage : l'intelligence numérique au service de la modernisation de la gouvernance urbaine », « Échanges et intégration : gouvernance collaborative et ouverture et inclusivité des villes »...

À la lecture de ces thématiques variées, l'on voit combien la gouvernance urbaine est complexe d'autant plus qu'elle concentre de nombreux défis. Le numérique apparaît donc une nouvelle dynamique qui offre une palette d'approches pour gouverner judicieusement les villes avec à la clé des services de qualité offerts aux citoyens. L'outil technologique pourrait également favoriser une meilleure prise en compte des questions écologiques, de mobilité urbaine, de sécurité, d'inclusion sociale, d'architecture et de préservation du patrimoine culturel dans la gouvernance urbaine. Des cadres d'échanges comme le Forum de Beijing ouvrent des pistes réflexives pour mieux appréhender l'avenir des sociétés qui doit désormais se conjuguer avec le numérique.

Source= cgtn.com



Chine-Togo : Faure Gnassingbé à Beijing pour dynamiser la coopération bilatérale



Le président du Conseil du Togo, Faure Gnassingbé, effectue une visite officielle en Chine du 9 au 16 octobre 2026. C'est la septième fois qu'il se rend dans le pays asiatique depuis son accession au pouvoir en 2005. Cet énième séjour du président du Conseil du Togo en Chine dénote une fois de plus l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays. Le renforcement de la coopération économique, commerciale et diplomatique, ainsi que les opportunités de partenariats dans le cadre de la Feuille de route 2026-2031 et la Vision 2040 du Togo seront, entre autres, au menu de cette visite.

L'élévation des relations bilatérales au rang de partenariat stratégique global lors du sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) ouvre des perspectives pour développer davantage la coopération bilatérale dans des secteurs comme les infrastructures, l'agriculture, l'eau, la connectivité, les sciences, l'éducation, les technologies, l'économie numérique et la sécurité. Les échanges commerciaux entre les deux pays affichent une tendance à la hausse ces dernières années faisant de la Chine le premier partenaire commercial du Togo. Les statistiques de 2025 indiquent que les flux commerciaux ont été estimés à 5,43 milliards de dollars, soit une hausse de 55% sur une année. Une initiative comme l'exemption de droits de douane , décidée par la Chine au profit des 53 pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, qui est entrée en vigueur le 1er mai 2026 va accorder une plus-value à l'entrée des produits togolais comme le coton, le sésame, le soja et le bois sur le marché chinois.

Au cours de son séjour, le président du Conseil du Togo entend présenter les opportunités de la Feuille de route 2026-2031 et la Vision 2040 aux chefs d'entreprises chinoises avec pour ambition de nouer des partenariats gagnant-gagnant. C'est pourquoi en plus de Beijing, la capitale chinoise, Faure Gnassingbé se rendra dans les provinces chinoises du Shaanxi, du Fujian et du Guangdong où il va visiter des entreprises et apprécier de plus près des expériences de développement.

Partenaires de longue date depuis plus d'un demi-siècle, la Chine et le Togo ont su tisser une relation de confiance mutuelle et de solidarité agissante dans tous les domaines. Dans les secteurs prioritaires de développement, la Chine a fait preuve d'un engagement soutenu aux côtés du Togo depuis l'officialisation des relations diplomatiques en 1972. Cette visite officielle de Faure Gnassingbé permettra sans doute aux deux parties d'accorder leurs vues sur la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique dans la nouvelle ère.

Source: cgtn.com

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Éliminatoires JO Los Angeles 2028 : Les Aigles Dames de retour à l'entraînement avant le match décisif contre le Bénin



De retour de Lomé, au Togo, où elles ont disputé le match aller du deuxième tour des éliminatoires des Jeux Olympiques de Los Angeles 2028 face au Bénin, les Aigles Dames du Mali ont repris le chemin des entraînements. La sélection nationale féminine a effectué sa première séance ce samedi 10 octobre 2026, au Centre d'entraînement de Kabala, en perspective du match retour prévu le mardi 13 octobre au Stade Mamadou Konaté de Bamako.

Les Aigles Dames sont désormais tournées vers leur prochaine confrontation avec les Béninoises. Après leur déplacement à Lomé, les internationales maliennesont retrouvé leurs installations de Kabala pour entamer la dernière phase de préparation de cette rencontre importante dans la course à la qualification olympique.

Cette première séance d'entraînement, organisée dans l'après-midi du samedi 10 octobre, marque le début des derniers réglages techniques et tactiques avant le rendez-vous de mardi.

L'enjeu est considérable pour la sélection féminine malienne, qui ambitionne de poursuivre son parcours dans ces éliminatoires et de maintenir vivant le rêve d'une participation aux Jeux Olympiques de Los Angeles en 2028.

Pour atteindre cet objectif, les Aigles Dames devront faire preuve de détermination, de discipline tactique et d'efficacité face à une formation béninoise également engagée dans la bataille pour la qualification.

Le soutien du public malien pourrait constituer un atout supplémentaire pour les joueuses, appelées à défendre les couleurs nationales devant leurs supporters.

Prévue le mardi 13 octobre 2026 à 16 heures, au Stade Mamadou Konaté, cette rencontre retour représente une étape importante pour le football féminin malien.

À trois jours de cette confrontation, la mobilisation s'annonce essentielle autour des Aigles Dames, déterminées à poursuivre leur aventure olympique.

Le rendez-vous est donc pris pour mardi, avec l'espoir de voir les Maliennes franchir un nouveau cap vers Los Angeles 2028.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com